

pas quitté notre patrie. Peut-être, aux yeux de quelques-uns, semblions-nous faire parfois fausse route en refusant d'aider ceux qui nous demandaient de combattre le nazisme et le fascisme. Mais on a convenu, si je puis m'exprimer ainsi, que nous n'étions pas obligés de participer aux guerres extérieures. Mais ce temps est passé et voici que nous nous retrouvons ensemble, prêts à faire du Canada le meilleur pays du monde. En travaillant à cette fin, nous ne devons pas laisser à nos ennemis de l'intérieur suffisamment de liberté pour leur permettre de se procurer les armes nécessaires à la destruction de notre pays. Ce serait absolument illogique et c'est pourquoi je m'efforce de livrer mes pensées à la Chambre cet après-midi.

Quelqu'un a dit l'autre jour qu'en cherchant à adopter une loi visant à interdire le communisme nous prenions les mêmes armes que les communistes et agissions comme eux. C'est possible, mais quand il s'agit d'une question de vie ou de mort, frappons les premiers, afin de ne pas être tués ensuite. C'est pourquoi j'appuie l'adoption de pareille loi, non parce que j'estime que c'est le seul moyen d'arrêter l'expansion du communisme, loin de là. Mais si c'est l'un des moyens nécessaires pour enrayer la marche de cette théorie malsaine à laquelle certains d'entre nous sont prêts à accorder la même liberté qu'aux vrais démocrates en notre pays, recourons-y.

Dans le domaine national, monsieur l'Orateur, je pourrais apporter maints exemples à l'appui de nos affirmations. La population du pays, de tous les pays du monde n'avait pas conscience du danger qui l'attendait. Elle craint maintenant le danger venant du dedans et le danger actuel. Certains pays ont mis le communisme hors la loi. Se répand-il plus rapidement chez eux? Prenons le Brésil, par exemple. On y a emprisonné Jules Perstes. Or, le Brésil triompha du communisme. Il l'a mis hors la loi. La Turquie en a fait autant et lutte aussi victorieusement contre le communisme et la Russie soviétique.

Le Chili a fait de même. Espérons que bien d'autres pays suivront l'exemple. Souvent des gens nous demandent: "Mais, préférez-vous le fascisme?" Pas du tout. Je suis démocrate dans toute la force du terme. Cependant, ne pensez-vous pas qu'à certains moments, par le temps qui court, des peuples, et tout particulièrement les Nations Unies, n'accueilleraient pas volontiers une Espagne, un Etat fasciste, capable d'empêcher le communisme de se répandre en Europe et d'aller enlever le détroit de Gibraltar aux Anglais? L'autre jour, je lisais un livre intitulé *Forging of a Rebel*. J'y ai appris,—j'en ai ensuite trouvé la confirma-

tion dans d'autres ouvrages, dont un livre sur Staline par Trotsky,—que, depuis 1915, le communisme cherche à gagner le Maroc, de l'autre côté du détroit de Gibraltar, et que Juan Negrin a organisé une guerre en Espagne. Qu'on ne veuille pas cependant dans cette allusion une tentative de ma part de justifier Franco; je rappelle tout simplement les faits au sujet de l'Espagne.

Espérons, monsieur l'Orateur, que le communisme ne gagnera pas d'autre terrain en Europe, qu'il ne poussera pas davantage son expansion. Mais, advenant cette éventualité, expansion. Mais, advenant cette éventualité, compter sur l'Espagne fasciste pour nous aider à conserver ce qui reste de la démocratie en Europe? Je saurais gré à notre représentant aux Nations Unis d'inviter discrètement l'Angleterre et les Etats-Unis à ne pas exclure l'Espagne du programme de relèvement européen, car eux sont en mesure d'aider la démocratie. C'est le moment de favoriser la liberté et les droits civils, puisque l'Espagne jouit d'un tel régime, et il ne serait que juste d'inviter les autres nations à aider, si possible, la Grande-Bretagne. Si l'Angleterre, dotée d'un gouvernement socialiste, n'a pas encore compris, espérons que son peuple continuera la marche victorieuse qu'il a commencé aux élections municipales et se débarrassera d'un gouvernement qui ne veut pas saisir tous les avantages réels que peut lui valoir l'aide de l'Espagne.

Quant à l'Organisation des Nations Unies, je crains fort, monsieur l'Orateur, que ce que je vais en dire ne rencontre pas l'assentiment de tous, ici comme à l'extérieur. Mais ce sont là mes vues. Selon moi, l'ombre de la Russie communiste a trop longtemps plané sur l'Organisation des Nations Unies. J'affirme qu'en dépit de l'usage répété du veto, il est clair, d'après les discours de MM. Gromyko et Vishinsky, que ces derniers visent un but bien précis, c'est-à-dire tâcher de convaincre les peuples de l'univers qu'une plus grande liberté s'impose, hors de la Russie et du rideau de fer, afin que le communisme puisse s'infiltrer davantage dans les autres pays. L'alarme a déjà été jetée, en 1932 par exemple. Voici un exemplaire du jugement rendu par la cour d'appel d'Ontario dans la cause du Roi contre Buck et autres, jugement qui visait le parti communiste canadien. M. William H. Price, procureur général d'Ontario à l'époque, écrit dans la préface du jugement:

Dans son jugement, le juge en chef a fait l'historique du parti communiste au Canada, et signalé les preuves démontrant que les cellules canadiennes de ce groupement font partie intégrante de l'internationale communiste universelle.